



PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Société METAL BLANC à Bourg-Fidèle



Le Préfet des Ardennes, Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de l'Environnement adopté par l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000,
- VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 abrogée et remplacée par le livre V, titre 1^{er}, du Code susvisé, et notamment son article 18,
- VU le décret modifié n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU le décret modifié n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
- VU le décret du 25 juin 2002 portant nomination de M. Bernard LEMAIRE en qualité de Préfet des Ardennes,
- VU l'arrêté préfectoral n° 4366 du 24 décembre 1996 concernant les activités exercées par la société METAL BLANC dans son établissement de Bourg-Fidèle,
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mai 1999 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002/300 du 15 juillet 2002 donnant délégation de signature à M. Marc DE LA FOREST-DIVONNE, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

- VU la lettre du 30 mai 2002 adressée à Monsieur le Préfet des Ardennes par le Directeur de la Prévention des Pollutions et des Risques, délégué aux Risques Majeurs,
- VU le rapport SA2-RP/N°02/566 du 9 juillet 2002 de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 23 octobre 2002,
- VU le courrier référencé JA/JS/2002/2981 du 27 novembre 2002 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté statuant sur cette affaire

CONSIDERANT

- les dysfonctionnements des installations de dépollution des rejets atmosphériques de l'établissement au cours de la période s'écoulant de mai à juillet 2001,
- que ces dysfonctionnements ont entraîné des rejets de plomb dans l'environnement de l'usine très conséquents et en augmentation très importante par rapport aux deux années précédentes,
- que le renouvellement de tels dysfonctionnements est inconcevable et qu'il y a lieu d'imposer des mesures complémentaires à l'exploitant afin d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent,
- qu'il y a lieu, par la même occasion, d'imposer des mesures complémentaires concernant le confinement des remblais de l'usine et de modifier certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 1996 et de l'arrêté complémentaire du 10 mai 1999 susvisés relatives à l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques de l'établissement,

ARRÊTE

Article 1

La société METAL BLANC, dont le siège social est situé 48 rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la réalisation de mesures de surveillance, maintenance, d'études ou d'investigations sur le site de la fonderie qu'elle exploite à la même adresse.

Article 2

SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE CONTRÔLE ET DE TRAITEMENT

1) – Bilan mensuel des rejets atmosphériques

2.1.1 - L'exploitant établit mensuellement une quantification des flux de plomb émis par son établissement dans l'environnement, tant par les rejets canalisés que par les sources diffuses.

Les calculs de flux, intégrant notamment les temps réels de fonctionnement des installations et équipements de dépollution ainsi que les taux de renouvellement d'air des ateliers, doivent être largement commentés par l'exploitant, que les mesures permettant de déterminer les flux aient été effectuées par l'exploitant lui-même ou par des organismes tiers.

2.1.2 - Ce bilan mensuel commenté sera adressé à l'inspection des installations classées avec les résultats des contrôles des rejets atmosphériques conformément aux prescriptions de l'article 3.11.1 de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 1996.

2) – Alarmes installées sur les équipements de dépoussiérage

2.2.1 - Les dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 1996 sont modifiées et complétées comme suit aux articles 2.2.2 et 2.2.3 du présent arrêté.

2.2.2 - L'efficacité des équipements de dépoussiérage installés en aval des deux fours de fusion et de l'atelier d'affinage doit être contrôlée en continu.

A cet effet, des appareils de mesure en continu des poussières sont installés sur les conduits des rejets atmosphériques de ces unités. Les pertes de charge des équipements de dépoussiérage ne doivent pas entraîner une concentration en poussières des effluents rejetés à l'atmosphère supérieure à 2 mg/m³ d'air sans qu'une alarme sonore ne se déclenche et soit audible du personnel chargé de la surveillance de ces équipements.

Un dépassement de cette valeur pendant plus de 2 heures consécutives doit entraîner, suivant le cas, pour le four en cause, l'arrêt à la fin du cycle de fusion en cours ou pour les installations d'affinage, l'arrêt immédiat et l'exploitant doit procéder à une vérification complète des équipements de dépoussiérage et au remplacement des éléments défectueux. Une campagne de mesures portant sur les différents paramètres listés à l'article 3.4 de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 1996 doit être effectuée par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'environnement lors du redémarrage de l'unité en cause (manches filtrantes colmatées). Les résultats de ces mesures seront

adressés, dès réception par l'exploitant, à l'inspection des installations classées.

2.2.3 - L'exploitant établit une procédure définissant les actions à mener afin de s'assurer de la disponibilité des dispositifs d'alarme avant tout cycle de fonctionnement des fours de fusion ainsi que celles qui sont effectuées d'une façon quotidienne à l'atelier d'affinage.

Un exemplaire de cette procédure est adressé à l'inspection des installations classées.

3) – Maintenance des équipements de dépoussiérage

2.3.1 - Les opérations de maintenance des différents équipements de dépoussiérage installés dans l'établissement, ainsi que leur fréquence, doivent faire l'objet d'une procédure écrite établie par l'exploitant, diffusée au personnel concerné et affichée à proximité des installations en cause.

Un exemplaire de cette procédure est adressé à l'inspection des installations classées.

2.3.2 - Les différentes opérations de maintenance, ainsi que les observations éventuelles auxquelles elles ont donné lieu, sont consignées sur un registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.3 - L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, tels que manches de filtres, pour assurer le respect des prescriptions de l'article 2.2 ci-dessus et de l'article 3.4 de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 1996.

Article 3 **CONFINEMENT DES REMBLAIS**

3.1 - Les remblais comportant des déchets et situés au nord du site doivent faire l'objet d'un confinement conforme aux conclusions de l'étude réalisée par ANTEA et suivant les propositions contenues dans le rapport n° A 20428 de juin 2000.

3.2 - La surveillance des eaux souterraines reste soumise aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté du 10 mai 1999 suivant les mêmes fréquences de prélèvement, à savoir trimestrielles.

3.3 – Ce confinement devra faire l'objet de travaux complémentaires avant le 31 décembre 2006 pour être rendu conforme aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1992 modifié relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

Article 4 **SURVEILLANCE DES EAUX DE SURFACE**

4.1 - Les dispositions du présent article 4 modifient et remplacent les prescriptions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1999.

4.2 – L'exploitant procède, une fois par semaine, de façon aléatoire, à des prélèvements d'eau dans la Murée, en amont, au droit et en aval de son émissaire de rejet, en des points fixes repérés sur une carte adressée préalablement à l'inspection des installations classées pour recevoir son accord sur le choix des points de prélèvements.

4.3 – L'exploitant établit une convention avec un organisme agréé par le Ministère chargé de l'environnement pour que ce dernier procède, une fois par mois, et de façon inopinée, aux prélèvements définis ci-dessus.

Article 5 **CONTROLE DANS L'ENVIRONNEMENT**

5.1 – Les dispositions du présent article modifient et remplacent les prescriptions de l'article 3.8 de l'arrêté d'autorisation du 24 décembre 1996.

5.2 – Un appareil de prélèvement automatique d'air ambiant est installé à proximité de la salle de sport communale de Bourg-Fidèle, sous les vents dominants.

5.3 – Un contrat d'exploitation et de maintenance de cette station de mesure doit être conclu par l'exploitant avec le fournisseur et gestionnaire de l'appareil.

5.4 – Des mesures de teneur en plomb sont effectuées par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'environnement sur chacun des filtres journaliers qui doivent être récupérés et remplacés de façon hebdomadaire par le gestionnaire de la station.

5.5 – Des mesures de teneurs en cadmium et arsenic sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'environnement sur un des échantillons journaliers, choisi aléatoirement par le gestionnaire de la station parmi les 7 échantillons de la semaine. Ces prélèvements aléatoires doivent cependant respecter, sur une année calendaire, une proportion équitable d'échantillons pour chacun des jours de la semaine.

5.6 – Les résultats des mesures prévues aux articles 5.4 et 5.5 ci-dessus sont adressés mensuellement à l'inspection des installations classées dans le mois calendaire qui suit le prélèvement des filtres journaliers, accompagnés des commentaires de l'exploitant et, si des teneurs importantes résultant de l'exploitation de l'usine étaient observées pour l'un ou plusieurs des paramètres susvisés, d'une description des actions correctives mises en place ou envisagées à court terme pour en éviter le renouvellement.

Article 6 **ECHEANCIER**

Les prescriptions du présent arrêté doivent être respectées au terme des échéances suivantes :

- articles 2.1, 2.2.1, 2.2.2, 2.2.3 (1^{er} alinéa),
2.3.1 (1^{er} alinéa), 2.3.2, 2.3.3, 3.1, 3.2, 4 et 5 → ***immédiat***
- articles 2.2.3 (2^{ème} alinéa) et 2.3.1 (2^{ème} alinéa) → ***15 jours***
- article 3.3 → ***31/12/2006***

Ces délais sont applicables dès notification du présent arrêté.

Article 7 **FRAIS**

Tous les frais induits par le respect des dispositions qui précèdent sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 **DELAIS ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 **PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bourg-Fidèle.

Un extrait dudit arrêté sera affiché :

- pendant un mois à la mairie de Bourg-Fidèle,

- en permanence et de façon visible dans l'établissement.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet des Ardennes et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Article 10 **EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Maire de Bourg-Fidèle et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à la réglementation en vigueur à Monsieur le Président Directeur Général de la société METAL BLANC.

Charleville-Mézières, le 19 décembre 2002

Pour Ampliation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Paul LLANES

Marc de LA FOREST-DIVONNE